

La France face à la pauvreté

Jeudi 6 novembre, le Nouvel Observateur a organisé, sous la présidence de Jacques Delors, président du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) un débat sur "La France face à la pauvreté", en présence de 400 participants, invités du journal.

Au cours d'une table ronde animée par Denis Olivennes, **Martin Hirsch**, Haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté a été soumis à un feu de questions relatives à l'action gouvernementale. Il a reconnu que donner la priorité au retour à l'emploi n'est pas la seule voie permettant de réduire l'exclusion, tout en justifiant sa politique de soutien au retour à l'emploi - via notamment le RSA - en ces termes : *"la plupart des associations de lutte contre l'exclusion parlent de la dignité qui découle du fait d'avoir un emploi. Il ne faut quand même pas me reprocher une chose et son inverse ! D'accord pour trouver un meilleur équilibre entre travail et solidarité pour aider les plus démunis. Mais il faut croire que le niveau de la dépense sociale, qui mesure en principe la solidarité, n'est pas seul en cause, puisque nous dépensons plus que la moyenne des Européens sur ce plan, et pourtant nous ne sommes guère en dessous de la moyenne pour le taux de pauvreté... En matière de solidarité, je veux démentir le discours de ceux qui me disent que jamais les classes moyennes ne voudront contribuer à aider les plus pauvres. Nous allons consacrer 1,5 milliard d'Euros aux 20 % de la population la plus pauvre : c'est plus que ce qui fut mis en place pour le RMI il y a 20 ans."*

Jean Baptiste de Foucauld, président de "Solidarités nouvelles face au chômage" a obtenu un beau succès d'applaudimètre en rétorquant *"la solidarité, c'est pas seulement convaincre la classe moyenne de donner un peu plus pour les pauvres, c'est demander que les riches donnent deux fois plus que ce qu'ils donnent actuellement."* Mais il a également incriminé d'autres facteurs . D'abord, une insuffisante mobilisation des partenaires sociaux *"dans les pays scandinaves a forte syndicalisation, le problème des exclus n'est pas renvoyé vers l'état par les partenaires sociaux. Chez nous, les syndicats faibles et divisés entre eux ne veulent pas se saisir de la question."* S'élevant contre le côté misérabiliste du terme *"contrats aidés"* il a ajouté *"nous n'avons pas les valeurs civiques des Scandinaves, et nous ne voulons pas de l'ultra libéralisme. Il nous faut absolument inventer une voie qui nous soit propre. Pour sortir du dilemme intenable actuel qui dit "à l'état la solidarité, aux individus la liberté, avec leurs deux sous produits : le social corporatisme d'un côté, le libéral populisme de l'autre."* Et terminé par un vibrant plaidoyer pour une réhabilitation des valeurs de solidarité *"il existe des situations de pauvreté qui se vivent avec moins de difficulté parce que les personnes concernées sentent la manifestation de solidarités proches, attentives, personnelles. On ne peut se contenter de dire, on a payé, on a versé des allocations. Il ne faut pas d'indemnisation sans accompagnement, pas des prestations sans relations humaines, pas de solidarité active sans des comportements de solidarité active. On peut observer une notable insuffisance, voire même une diminution, du soutien de l'état aux associations de lutte contre l'exclusion. Alors que celles-ci savent pourtant mieux travailler, au plus près des situations extrêmes, que les services de l'état . Ce manque de soutien est un grave problème démocratique."*

Questionné sur ce qui retarde la solution au problème de la pauvreté en France, **Xavier Emmanuelli**, ancien Secrétaire d'État à l'action humanitaire d'urgence, a répondu : *"deux facteurs sont en cause. D'abord, le conservatisme administratif qui bloque l'émergence de pratiques nouvelles. Ensuite la non compréhension des problèmes de l'exclusion par les élites, les décideurs et les médias. C'est une grave erreur de croire que ce qu'on appelle l'exclusion relève d'une catégorie homogène, liée à un manque de ressources. L'exclusion n'est pas la pauvreté : c'est la maladie de la pauvreté. Il faut donc remédier d'abord aux causes de cette dernière, et là, souvent , plus que l'argent, c'est la santé qui est d'abord en cause, et on ne le dit pas assez"* a martelé le co-fondateur de Médecins sans Frontières et du Samu Social, ajoutant *" 60 % de ceux que nous aidons au Samu social sont affectés de problèmes psychiatriques."* Et il a confirmé en tous points le "coup de gueule" poussé, au cours de ce débat, par le psychiatre **Patrick Declerck**, auteur d'un livre poignant (*"Les Naufragés. Avec les clochards de Paris"*) qui explique à quel point on se trompe quand on dit *"les plus pauvres, si on leur trouve un logement et un travail, ils vont s'en sortir"*

Jacques Delors a conclu le débat par un vibrant plaidoyer en faveur de la Social-Démocratie "on dit que c'est un concept des années 50, et que la Social-Démocratie est morte ! Mais c'est totalement faux : tout ce qu'elle a mis en place, nous en avons plus que jamais besoin aujourd'hui : compenser les handicaps de la vie, conférer la capacité de se défendre dans la société, via l'éducation et la formation continue, et prévenir les risques collectifs."

Revenant sur la question spécifique des jeunes, parmi lesquels le taux de pauvreté ne cesse de croître, il a lancé un appel : "J'appelle à l'ouverture d'un chantier national consacré aux 150 000 jeunes qui chaque année sont jetés sur le marché du travail sans formation monnayable. Les jeunes sortant de l'école n'ont pas confiance en eux-mêmes et se cassent le nez sur la dureté du marché. Quel gâchis quand on sait que chaque jeune porte un trésor en lui. Sur les cinq objectifs que j'avais assigné en 1971 à la formation permanente il y avait l'insertion des jeunes. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'un seul objectif appliqué : la formation des salariés." Il a conclu en martelant des remarques qui sonnaient comme autant de messages confiés à Martin Hirsch pour transmission aux sommets de l'état : "une société est baignée par des valeurs. Et si elles ne vont pas dans le sens de l'attention aux autres et de l'écoute des détreesses, cela rend caducs tous les discours proclamés sur la lutte contre l'exclusion. Il ya quelque chose de très grave lié à l'exaltation de l'individualisme : cela ne sert pas les valeurs de solidarité . Si on exhorte à la compétition individuelle et à la soumission aux plus dures lois du marché, il ne faut pas s'attendre à un climat propice à la solidarité avec les blessés de la vie."

État des lieux et visages divers de la pauvreté en France

Une autre table ronde a éclairé des points particuliers du problème de la pauvreté : Comment mesure-t-on la pauvreté ? Combien de pauvres ? Qui sont-ils ?

Mireille Elbaum, professeur titulaire de la chaire de politique et économique de la protection sociale au CNAM a donné un panorama des façons de mesurer la pauvreté (11 indices différents, d'après l'Observatoire national de la pauvreté <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000261/>), montrant que cela conduit à des chiffres très variés qui créent de la confusion dans les esprits. Il y a en France environ 8 millions de pauvres si l'on prend l'indice dit de la "pauvreté monétaire", c'est-à-dire de personnes gagnant moins de 50 % du revenu médian (le revenu médian n'est pas le revenu moyen. C'est le revenu tel qu'il y a autant de personnes gagnant plus que de personnes gagnant moins.) 3 millions touchent les "minimum sociaux", 2 millions travaillent. Et il y aurait environ 100 000 SDF, ce chiffre étant l'un des plus controversés puisque selon Patrick Declerck, auteur de "Les Naufragés. Avec les clochards de Paris", 380 000 personnes " tournent autour de la rue", si l'on intègre les gens récemment expulsés de leur logement, les jeunes fugueurs, les sans papiers etc...

François Bourguignon, directeur de l'École d'Économie de Paris, ancien vice président de la Banque Mondiale, explique que cette façon de mesurer la pauvreté par rapport au revenu médian conduit à masquer d'importantes réalités : "Avec ce mode de mesure, les revenus de tout le monde peuvent baisser de 2% sans que le taux de pauvreté varie. Pourtant les pauvres gagneront quand même 2% de moins, ce qui dans leur cas sera bien plus dramatique que pour les autres. Et le phénomène vaut en sens inverse : aux USA, depuis 20 ans, le revenu médian a progressé, sans que le taux de pauvreté change même si le revenu des pauvres a également progressé." Au niveau des comparaisons internationales, il a indiqué qu'au Royaume Uni le taux de pauvreté est estimé à 20 % par Eurostat. "Il a augmenté de façon continue depuis deux décennies à cause de la faible protection sociale. Aux USA, le taux qui était de 20 % dans les années 60 a diminué vers 16 % au début des années 80, et n'a plus changé depuis".

Robert Castel, directeur d'études à l'EHESS, auteur de "L'insécurité sociale, qu'est-ce qu'être protégé" a pointé l'impressionnante montée des "travailleurs pauvres" en France, passant ainsi le relais à l'économiste **Denis Clerc**, auteur de "La France des travailleurs pauvres", qui a souligné que nous avons longtemps employé en France l'expression "working poors" comme pour faire croire que le phénomène était anglo saxon. Rien de plus faux puisqu'il estime que l'on compte désormais 2 millions de travailleurs pauvres en France. Il a reproché aux pouvoirs publics d'avoir trop présenté les services à la personne comme un remède à la sortie du chômage et de la pauvreté "ces emplois sont par nature paupérisants : c'est une véritable trappe à "petits boulots." Il a également stigmatisé le "cadeau" fait par les pouvoirs publics au secteur de l'hôtellerie restauration : 800 millions d'E, pour compenser la non diminution de la TVA, contre lesquels le secteur avait promis "des embauches massives, qu'on n'a pas vu venir" Après cet éclairage d'économistes, l'accent a été mis sur plusieurs aspects particuliers du phénomène de la pauvreté et de l'exclusion.

Michel Dollé, rapporteur général du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) a souligné le manque d'intérêt, en France, pour le problème des enfants pauvres . Estimant leur nombre à 2 millions, il explique le mécanisme automatique de l'enclenchement de l'exclusion dès la maternelle *"ces enfants de pauvres n'auront pas été à la crèche, puisque celle-ci est réservée aux enfants de personnes qui travaillent. Ils arrivent donc à la maternelle avec un déficit de langage et de socialisation par rapport aux autres. Ce déficit ne fera que s'accroître par la suite. Au point que l'on peut statistiquement mesurer dès la maternelle le taux de ceux qui sortiront du système éducatif sans diplômes, soit un jeune sur six. Il est très dommage de pas agir à ce niveau initial, ce qui est bien moins coûteux que les systèmes de soutien scolaire au collège et au lycée "*

Le psychiatre et "anthropologue de la misère" **Patrick Declerck** (*"Les Naufragés. Avec les clochards de Paris"*) qui a partagé la vie des clochards, vécu de la mendicité, visité des prisons, a fait un exposé très direct qui a beaucoup remué l'assistance . Pour lui la condition de ces personnes relève de la torture " *j'ai consulté le manuel mis au point par les Américains pour créer à la prison d'Abou Ghraïb une situation de torture sans sévices physiques directs : les mesures consistent à créer de l'hypothermie, de la privation de sommeil, de la désorientation sensorielle et de la dénutrition. C'est très précisément ce que vivent les clochards.*" Il a expliqué de façon très convaincante à quel point on se trompe quand on dit *"si on leur trouve un logement et un travail, ils vont s'en sortir."* Puis insisté sur l'inepte distinction que l'on fait entre *"bons et mauvais pauvres"*, ceux qui voudraient se réinsérer et les autres, "une distinction vérolée d'idéologie et de religion", décernant une pique au passage à la très consensuelle Sœur Emmanuelle *"faire un livre "Richesse de la pauvreté", je veux bien, mais cessons de faire du dénuement un "plus" moral !"*

Il revenait à la magistrate **Nicole Maestracci**, présidente de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) de synthétiser tous ces éclairages sous forme d'interpellation aux pouvoirs publics sur le mode **"que fait-on maintenant ?" (1)**

Partant du constat que dans les 750 centres d'hébergement relevant de la FNARS, on dénombre 25 % de moins de 25 ans, et que le plus fort de la crise économique est devant nous, elle a qualifié les dispositifs actuels de totalement inadaptés : *"les politiques changent tout le temps, les opérateurs sur le terrain, aussi bien associations que collectivités locales, sont perdus au milieu de l'amoncellement de textes, on a une fois encore accouché d'une usine à gaz technocratique, en s'ingéniant à définir des catégories d'allocataires possibles trop étroites, et en multipliant les mesures marquées par la méfiance et le contrôle, alors que la fraude est marginale. Il n'y a aucune cohérence ni vision d'ensemble dans la politique actuellement menée. Il faut dénoncer le fait que la France n'a pas eu de vrai grand débat public sur l'effort que la nation est prête à consentir pour lutter contre la pauvreté. Pour l'heure, on a l'impression qu'on cherche surtout à faire que les pauvres soient moins visibles dans la rue, alors que la question est de donner une place à chacun dans la société. Il est urgent d'ouvrir ce débat-là !"*

Compte-rendu : Patrick Fauconnier
NOUVELOBS.COM | 07.11.2008 | 17:03

(1) Nous proposons un Marathon pour l'Emploi Solidaire au départ de Nantes le 9 mars 2009, dont la SCIC de portage juridique et technique sera créée le samedi 29 novembre 2008 à 9h15 à la Maison des Projets de Rezé - Espace Diderot - 50 rue du Château de Rezé - 44400 REZÉ (proche banlieue de Nantes).

Pour en savoir plus, voir le site: <http://www.marathon-job.org/>